



Communiqué de presse du SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU de l'académie d'Aix Marseille

Marseille, 15/2/2012

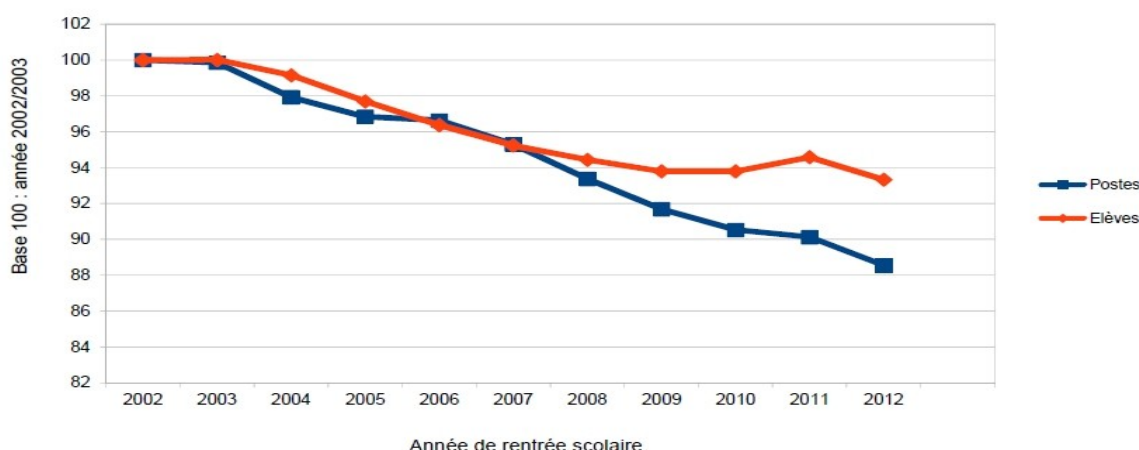
Une nouvelle fois, malgré la sous-dotation chronique de notre académie, l'académie perd 514 emplois.

Le Recteur a estimé une baisse des effectifs d'élèves scolarisés à la rentrée 2012 de l'ordre de 2438 élèves dans le second degré (**dont -2069 en LP**) : on supprime donc 1 poste de professeur pour environ neuf élèves scolarisés de moins, alors qu'il y a plus de 25 élèves par classe en moyenne dans les classes.

Dans le second degré (-285 emplois), les lycées professionnels (-153 postes) sont particulièrement touchés. Les lycées GT sont ponctionnés de 82 emplois, les collèges de 27.

De 2003 à 2011, l'académie a perdu 10 % de ses effectifs de professeurs contre seulement 5.8 % des effectifs d'élèves.

Comparaison de l'évolution du nombre de postes et du nombre d'élèves



Les suppressions de poste ont débuté dans l'académie à la rentrée scolaire 2003, alors que l'académie était reconnue comme sous-dotée. Le quinquennat de Nicolas Sarkozy et son gouvernement se sont illustrés par une politique de suppressions de postes dogmatiques qui tourne ostensiblement le dos aux besoins de scolarisation de la population.

Les conséquences ont été particulièrement rudes pour les collèges de l'académie, subissant une saignée à la rentrée 2009. **Les syndicats enseignants du second degré de la FSU renouvellent leur ferme demande de maintenir les moyens alloués à l'éducation prioritaire, dans une académie marquée par les difficultés des zones urbaines sensibles.** Le collège, lieu où se révèlent les difficultés scolaires et où se nouent les destins scolaires des élèves, ne peut être à

nouveau ponctionné.

La FSU demande l'arrêt des suppressions d'emplois, une modification de la loi de finance 2012 pour récupérer les 14000 postes, un rattrapage des 100 000 postes supprimés depuis 2003.

La FSU et le SNUEP expriment leur inquiétude quant à la situation particulière des **lycées professionnels** pour lesquels la réforme du bac pro 3 ans s'achève cette année. Cette réforme, qui accroît les exigences scolaires en réduisant la durée de la scolarité de 25 %, hypothèque les poursuites d'étude des élèves les plus fragiles et fragilise l'enseignement professionnel : **à la rentrée scolaire 2011, on a constaté 1000 élèves de moins qu'attendu** en lycée professionnel. Ce chiffre est porté à **3000 en 2012 soit -13% des effectifs de l'académie** : le bac pro 3 ans n'est pas attractif, il induit des départs importants d'élèves en cours de formation, à la fin de la première, il n'a que pour seul objectif diminuer le nombre d'enseignants.

Cette réforme a été pensée pour faciliter les suppressions de postes tout comme la réforme des lycées généraux et technologiques, la remise en cause de l'éducation prioritaire (ECLAIR), le socle commun dans les collèges, l'abandon de la formation des maîtres

Cette tendance est encore renforcée par **les projets du gouvernement en matière d'apprentissage** : l'année terminale du CAP et du bac Pro ne se passerait plus dans les établissements scolaires, mais dans les entreprises ! Les dernières déclarations du Président de la république visent à imposer aux entreprises un taux de 5% d'apprentis. Elles relèvent d'une volonté de remettre en cause l'enseignement professionnel public.

La montée de la très contestée de la réforme Chatel dans les **lycées généraux et technologiques** en Terminale en 2012 se traduit par la création de tronc communs dans les principales disciplines, niant les besoins spécifiques des élèves en fonction de leur orientation, par la suppression des grilles nationales de dédoublements et de travaux pratiques, par le redéploiement d'horaires de travail scolaire vers des dispositifs dénommés de façon mensongère "accompagnement personnalisé" avec lesquels les chefs d'établissements soignent l'image de marque des établissements, la réforme se traduit par une intensification du travail des enseignants.

La suppression de plusieurs centaines de postes dans les établissements de l'académie se traduira par une augmentation nette du temps de travail des professeurs et une baisse de leurs rémunérations. La situation propre des séries technologiques, fragilisées par une banalisation des spécialités et une réduction de l'offre de formation vient aggraver cette situation.

Les syndicats de la FSU appellent les personnels à se rassembler, à tenir des assemblées générales dans les établissements, à faire voter massivement les conseils d'administration contre les projets de DGH, à intervenir massivement dans le débat public qui s'ouvre à l'occasion de l'élection présidentielle, à donner vie à « la priorité à l'éducation ».